

La résistance populaire à Beit Sahour

[par Mazin QUMSIYEH]

En 1988, les résidents de ma ville natale de Beit Sahour cessèrent de payer leurs impôts aux autorités d'occupation israéliennes et, ils jetèrent même les cartes d'identité fournies par les Israéliens. Les événements qui suivirent valent qu'on les expose en détail qu'ils aient été publiés ou pas⁴⁸. L'idée de se révolter contre les taxes et, en même temps, de se débarrasser de sa carte d'identité est venue de *Lajnet al-Fasa'el*, un comité des quatre principales factions (Fouad Kokaly du Fatah, Rifaat Qassis du FPLP, Walid al-Hawwash du FDLP et Lutfi Abou-Hashish du PPP) et a été transmise à la direction de Jérusalem (Fayçal al-Husseini et d'autres) et, ensuite, aux dirigeants en Tunisie (Abou Jihad). La chose fut reprise plus tard dans un tract de la direction nationale unie. La première razzia importante à propos des taxes eut lieu le 7 juillet 1988, à 4 heures et demie du matin, quand des colonnes blindées israéliennes lourdement armées pénétrèrent en ville. Les gens furent tirés du lit et les chefs de famille se virent présenter des factures (d'un montant arbitraire) qu'ils avaient une semaine pour payer.

De façon inattendue, la chose fut accueillie par une attitude provocatrice. Au milieu de la matinée, les résidents s'étaient rassemblés en face de l'Hôtel de Ville pour discuter de la situation. L'idée de se débarrasser des cartes d'identité fut proposée au comité des factions politiques par Fouad Kokaly, qui s'était entretenu avec un prêtre, Saba Awad. Awad, décédé depuis, fut le premier à jeter ses papiers sur le bureau du maire adjoint, Khalil Khair (le maire était absent, à l'époque). Israël avait développé un système qui exigeait de tous les Palestiniens ayant besoin de faire quoi que ce soit d'officiel (obtenir un certificat de naissance ou un permis de voyager à l'étranger, ou encore un certificat de mariage ou de décès) de se munir d'abord d'une *Bara'et Thimma* (attestation d'innocence). Il fallait beaucoup de signatures si on voulait prouver qu'un citoyen sous occupation avait bien rempli tous ses devoirs (pas de condamnation devant un tribunal israélien, pas d'avertissements ou de problèmes sur le plan de la sécurité, pas de taxes impayées ou de factures de services dues aux autorités d'occupation israéliennes, etc.). Les cartes d'identité étaient une composante vitale de ce système injuste.

Près d'un millier de ces documents avaient été rassemblés, au moment où l'armée arriva. À 11 heures, le maire adjoint reçut l'ordre de renvoyer les gens chez eux et on l'informa que le gouverneur militaire allait négocier. On dit aux habitants de revenir à 16 heures. Khalil Khair dirigea le rassemblement et on fit savoir à plus de 2 000 résidents que le gouverneur militaire ne négocierait pas. Puis les soldats ordonnèrent aux gens de rentrer chez eux. « Les soldats traitèrent cet acte de désobéissance en arrêtant des personnes et en ouvrant brusquement le feu sur la foule avec des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes. »⁴⁹ Le gouverneur militaire convoqua et tint à minuit une réunion avec le conseil municipal. Il menaçait d'expulser 50 notables et de punir toute personne qui n'aurait pas ses papiers le lendemain matin. L'armée remit les cartes d'identité à leurs détenteurs et menaçait de prison tous ceux qui refusaient de les reprendre. De nombreuses arrestations eurent lieu.

La ville fut placée sous couvre-feu permanent durant dix jours ; il fut finalement levé le 18 juillet 1988, mais un soldat israélien lâcha un bloc de pierre sur la tête d'un résident, le tuant sur le coup. Le couvre-feu fut restauré afin de contenir la colère.

Le 15 décembre 1988, le Centre palestinien de rapprochement entre les peuples (CPR) demanda aux Israéliens de bonne volonté de se rendre à Beit Sahour. L'invitation disait, entre autres :

« Un goût de paix : À quoi cela ressemblera-t-il quand Israël et la Palestine vivront ensemble en paix ? Une ville de Cisjordanie vous invite à visiter des sites de ce qui, un jour ou l'autre, sera l'État palestinien et à goûter aujourd'hui la paix de demain. Venez en invité, non pas en occupant. »⁵⁰

Dès le lendemain, les Israéliens accrurent le nombre d'agressions contre des civils palestiniens, tuant plusieurs d'entre eux et en blessant des douzaines d'autres. Le jour de la visite débuta un dimanche, le 18 décembre 1988 : Beit Sahour fut déclarée zone militaire. Les habitants repérèrent les barrages routiers de l'armée en direction de la ville et constatèrent qu'il était toujours possible de s'y rendre par la route de Jérusalem à Tequa, qui est reliée à Beit Sahour par une petite route secondaire (utilisée par les colons, mais sans check-points). Un convoi de 20 voitures transportant 70 Israéliens, y compris le député à la Knesset Ran Cohen, arriva et fut chaleureusement reçu. Un rassemblement eut lieu dans une église et s'ouvrit sur l'hymne national palestinien, *Biladi, Biladi*, suivi d'un discours de bienvenue du maire, Hanna al-Atrash, déclarant que « la force et l'oppression ne pourraient jamais obliger les Palestiniens à mettre un terme à leur Intifada, à leur lutte pour la justice, la paix et l'indépendance »⁵¹.

Le 1er juillet 1989, les forces israéliennes arrêtaient à Beit Sahour 14 individus qu'elles considéraient comme les meneurs de la révolte des taxes et elles les gardèrent en détention administrative (sans procès). Certains étaient impliqués, les plus connus étant Fouad Kokaly, Hazem al-Mashny Qumsiyeh et Ghassam Andoni. La seconde razzia pour les taxes eut lieu le 19 septembre 1989. Le Centre d'information palestinien des droits de l'Homme rapporta :

« Depuis le 19 septembre 1989, Beit Sahour est assiégé par des centaines de soldats israéliens. Une nouvelle enceinte (...) a été installée près du champ des Bergers pour les interrogatoires et l'application rapide des ordonnances militaires. Ce qui a débuté comme une campagne destinée à faire respecter le paiement des taxes s'est mué en une [opération à] grande échelle contre les résidents de Beit Sahour en vue de détruire l'économie de la ville, de briser des os, d'emprisonner même des enfants et de piller les magasins, les fabriques et les maisons. Les autorités [ont été] incapables de forcer un seul habitant à négocier avec eux ou à payer ne serait-ce que des montants ridicules pour récupérer sa propriété. La campagne s'est déplacée des boutiques vers les maisons où, dans certains cas, la quasi-totalité de ce qu'elles contenaient a été chargé dans des camions puis emporté, dit-on, pour être vendu aux enchères en Israël. (...) Les lignes téléphoniques ont été coupées et l'entrée de la presse et des groupes de solidarité a été interdite. (...) Au cours des 42 jours de siège, des centaines de résidents ont été arrêtés et nombre d'entre eux n'avaient rien à voir avec la question des taxes. Les détenus étaient utilisés par les autorités en tant qu'otages et elles leur proposaient leur libération en échange du paiement de leurs taxes. Des débiteurs furent arrêtés pendant la nuit et amenés à leur magasin ou à leur domicile le lendemain pour assister à la confiscation. Le ministre de la Défense Yitzhak Rabin déclara à l'époque : 'Nous allons leur donner une leçon, ici, et aucun consul ne manifesterait et aucun Fayçal al-Husseini ne tiendrait de conférence de presse. Il n'y aura pas la moindre tentative de ne pas payer de taxes. Même si cela doit prendre un mois, à la fin, ils céderont. Nous ne laisserons pas réussir ce genre de désobéissance civile et nous devons passer ce test. Nous devrions leur dire : oubliez ça, même si le couvre-feu à Beit Sahour dure deux mois. »⁵²

Sur la révolte des taxes, Ian Black a écrit dans *The Guardian* (du 20 octobre 1989) :

« Des centaines de milliers de livres de marchandises – y compris des équipements industriels, des appareils ménagers, de l'argent et des bijoux – ont été emportés par les huissiers israéliens escortés par des soldats en armes. (...) Beit Sahour, une jolie ville relativement prospère de 12 000 habitants dans le 'Triangle chrétien' dont le centre est Bethléem, a été choisie pour subir des sanctions économiques de la part des autorités au cours d'une opération controversée dont il apparaît aujourd'hui qu'elle s'intensifie. (...) Les confiscations sont devenues la routine : toute la ville est devenue une zone militaire fermée où

l'on a imposé des couvre-feux nocturnes et coupé les lignes téléphoniques. Les remparts de terre ont été aplanis à l'aide des bulldozers positionnés aux entrées et l'armée patrouille dans les rues. »⁵³

Israël a interdit aux médias, aux chefs religieux et même aux représentants diplomatiques d'entrer dans la ville pour voir ce qui se passait (par exemple, assister au pillage à grande échelle des meubles, etc.). Un black-out était inévitable. Des représentants d'un certain nombre de pays européens et des dirigeants religieux ont tenté de visiter la ville alors qu'elle subissait un siège de 42 jours (pendant lequel la nourriture, le téléphone, l'électricité et d'autres services avaient été coupés). L'armée israélienne les obligea à faire demi-tour et encercla alors la ville⁵⁴. La résistance non violente ne peut réussir avec un tel black-out, de sorte que les dirigeants prirent sur eux de le rompre. Dans l'arène internationale, les dirigeants locaux invitèrent tous les diplomates étrangers à venir à Beit Sahour en dépit du siège et du couvre-feu. On leur promit qu'on allait les aider à entrer. Le consul général britannique de Jérusalem, accepta courageusement. Il arriva dans un 4 x 4 avec quelques-uns de ses assistants le 5 novembre 1989, en venant du nord par la route secondaire de Jabal Abou Ghneim. On dissimula son véhicule chez Yaqoub al-Atrash et on l'emmena faire le tour de la ville pendant le couvre-feu, en empruntant des portes dérobées et de petites routes secondaires afin qu'il découvre de ses propres yeux ces pillages dévastateurs qu'étaient les razzias des taxes⁵⁵. Il adressa un long rapport à son gouvernement, l'enjoignant de réclamer des explications aux autorités israéliennes, lesquelles répondirent en envisageant une action contre le consul britannique pour avoir violé les réglementations de la « zone militaire fermée »⁵⁶. Les capitales arabes présentèrent alors une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies demandant la levée du couvre-feu et du siège. Malgré un soutien quasi unanime, elle fut accueillie par le veto du principal bienfaiteur d'Israël, les États-Unis⁵⁷.

Voici une partie de la lettre de doléances à propos du veto qui fut adressée par les dirigeants locaux, le 11 novembre 1989, au Président des États-Unis :

« Nous, les habitants de Beit Sahour, vous adressons cette lettre pour exprimer notre plus profonde tristesse pour la position injuste adoptée par votre gouvernement par le biais de vos représentants aux Nations Unies, (...) car le non-paiement des taxes constitue un combat pacifique et non violent et il s'est néanmoins heurté à une brutalité significative de la part des autorités d'occupation qui n'ont fourni aucun service correspondant à ce qu'elles ont collecté depuis 22 ans en impôts directs et indirects chez les citoyens. Durant toute cette période, elles n'ont pas soumis un seul budget pour les Territoires occupés. Cela signifie que l'argent qui a été collecté auprès des citoyens est allé au Trésor israélien afin de construire des colonies et d'opprimer le peuple palestinien. (...) Nous vous demandons de revoir vos positions, qui sont partiales à notre égard, et d'afficher rapidement un point de vue honnête et courageux qui condamnera ceux qui violent les droits fondamentaux de l'Homme. (...) »⁵⁸

Elias Rishmawi rappela cette requête plus tard dans un discours prononcé en Espagne et il est utile d'en citer quelques passages :

« Le comité agricole a pris soin que chaque parcelle de terre autour de chaque maison soit cultivée afin de disposer de tous les légumes dont nous avons besoin ainsi que de la viande avec nos lapins et poulets. Ainsi, alors que nous étions sous couvre-feu, les soldats israéliens enrageaient des odeurs de barbecues autour de Beit Sahour. (...) En septembre 1989 débuta la plus longue et la plus dure razzia de taxes de l'armée contre notre petite ville, qui fut complètement assiégée. Toutes les entrées furent bloquées, les lignes téléphoniques coupées et la ville se vit refuser tout accès à la nourriture et aux fournitures médicales. La confrontation majeure venait tout juste de commencer. C'est l'époque où les comités de quartier, accompagnés des comités populaires et (...) des corps de métiers se constituèrent afin d'exercer leur vigilance et de se mettre à fonctionner jour et nuit, 24 heures sur 24. (...) »

Dans une maison, après qu'ils eurent commencé à déménager, ils entendirent la femme qui leur criait d'attendre. Et ils avaient le sourire aux lèvres : enfin, quelqu'un se décidait à payer. Ils devinrent enragés quand cette femme jeta la télécommande en leur disant :

'Hé ! Vous avez oublié ceci.'

Dans une autre maison où ils étaient entrés, un enfant de 6 ans regardait des dessins animés et le percepteur des impôts eut un regard malicieux et s'imagina qu'il allait pouvoir jouer avec les sentiments du père, de sorte qu'il lui dit :

'Eh bien, vous pouvez garder la TV et votre fils peut continuer à la regarder si vous payez 100 shekels.' Le père dit :

'Non.'

'OK, 50 shekels.'

'Non.'

'Eh bien, vous savez quoi ? Donnez-moi 1 shekel et vous pouvez garder la TV.'

(...) Le père hésita un instant parce qu'il avait les yeux sur son fils occupé à regarder des dessins animés et ses émotions prenaient le dessus, mais avant qu'il ait pu répondre, le gamin se releva, éteignit le téléviseur et cria :

'Non, papa, laisse-leur la prendre !'

Ce fut l'un des plus grands moments de notre Histoire de Palestiniens, de montrer et de sentir que la résistance était si profondément enracinée dans nos consciences, au point que tous les secteurs de la société, hommes, femmes, et même les enfants, étaient tous en complète harmonie, en état de désobéissance civile et non violente dans ce boycott des taxes. C'était tellement significatif et nous raconterons cette histoire aux générations à venir. »⁵⁹

La guerre économique et militaire se heurta à la résistance de nombreuses autres façons, particulièrement dans le développement de l'autosuffisance. Isaac enseigna aux gens comment transformer leurs arrière-cours en potagers. Il me raconta que la révolte l'avait incité à quitter sa tour d'ivoire académique à l'Université de Bethléem et à créer l'Institut de recherche appliquée de Jérusalem. À ce propos, Patrick White écrivit ceci :

« Confrontés à ces nouvelles réalités, les résidents de divers quartiers de Beit Sahour entreprirent des actions qui n'étaient interdites par aucune loi existante dans la région. (...) Dans un même temps, des médecins de Beit Sahour lancèrent un programme de traitement médical peu onéreux, les marchands annoncèrent des prix fixes et réduits pour diverses marchandises, des organisations et des clubs sociaux collectèrent des fonds pour aider les familles dans le besoin et un groupe de professionnels, y compris des ingénieurs agronomes, installèrent un centre agricole afin d'approvisionner la communauté locale en semences, plants et outillage. (...) Le docteur Jad fut l'un des cinq fondateurs de la 'Remise' que j'ai visitée un jour d'avril 1988. Avec son enthousiasme coutumier, Jad expliqua les activités préliminaires qui avaient permis d'établir la 'remise'. Pendant de nombreuses années, le groupe d'amis qui avaient créé le centre avaient partagé la passion du jardinage. Ils décidèrent de fournir à des prix raisonnables des équipements et services agricoles aux voisins. (...) Avant l'arrestation du docteur Jad, on comprit clairement que les effets de ces efforts communautaires étaient surprenants. Ils fournissaient une illustration pratique prouvant que, dans des situations politiques instables, le travail social coopératif reposant sur une économie domestique pouvait assurer l'autoprotection de la population lorsque celle-ci se prenait elle-même en charge. »⁶⁰

De façon récurrente, les tentatives de développer l'autosuffisance furent contrecarrées par les forces d'occupation. Mon cousin Jalal Qumsiyeh a raconté cette histoire amusante, à propos de ces tentatives :

« Nous étions sûrs que, sous la loi martiale de l'occupation, il serait impossible d'obtenir une licence pour un nouveau projet coopératif telle une ferme laitière. D'autres avaient introduit à de nombreuses reprises des demandes en faveur de projets locaux similaires, mais en vain. Pourtant, nous avons pris le risque et sommes allés dans un kibboutz israélien, avons acheté

18 vaches et les avons ramenées dans un lieu spécial, très près de la ville. (...) Le gouverneur militaire, les gens du Shin Bet, les fonctionnaires de l'administration civile et un tas de soldats se rendirent à la ferme, l'entourèrent et ils prirent des photos de chaque vache, avec son numéro d'identification. Puis ils nous donnèrent l'ordre de fermer la ferme dans les 24 heures, sinon le gouverneur militaire allait ordonner que l'endroit soit rasé au bulldozer. (...) Nous n'avions d'autre alternative que de nous y rendre tard la nuit et de déménager le bétail en secret. Ainsi, lorsque le gouverneur militaire vint à la ferme le lendemain matin et qu'il ne trouva pas les bêtes, il fut très en colère – on aurait dit qu'il venait de perdre 18 terroristes (...) une vaste campagne de recherches fut organisée. Les gens disent que des centaines de soldats y ont participé, même avec des hélicoptères, pour chercher les vaches (...) mais je puis vous dire une chose, elles sont toujours cachées quelque part et fournissent toujours aux enfants de Beit Sahour le lait de l'Intifada. »⁶¹

Le siège de Beit Sahour dura du 22 septembre au 31 octobre 1989. Au cours des cinq premiers jours, le couvre-feu fut permanent, jour et nuit. Puis il fut imposé de 17 heures à 5 heures du matin⁶². Fin octobre, Israël mit un terme aux razzias des taxes qui lui valaient une très mauvaise presse et des tollés sur le plan international⁶³.

En 1990, quand on demanda à l'un des principaux participants, le pharmacien Makram Sa'ad, s'il avait été l'un des meneurs de la révolte des taxes, il répondit :

« Il n'y avait pas de meneurs, tout le monde y a participé. S'il faut désigner quelqu'un, ce sont les dirigeants religieux, qui ont été les meneurs. Les chefs musulmans, catholiques et orthodoxes se sont serré les coudes et ont marché en signe de défi et, en une occasion, ils ont prié ensemble sur la place principale de la ville. Nous étions tous des Palestiniens et il n'y a pas eu de chefs : nous avons tous souffert et protesté de la même façon. »⁶⁴

L'histoire de Beit Sahour ne fut pas unique, d'autres villes ont résisté de diverses façons, inventant des centaines de façons de survivre.

Israël n'accorda d'autorisation qu'à une quarantaine de guides touristiques non juifs, alors que cette profession compte des milliers de Juifs autorisés, en Terre Sainte. Le but est de contrôler tous les messages émanant des Palestiniens (chrétiens et musulmans). Pourtant, recourant à une forme de résistance non violente, beaucoup d'entre eux ont accompagné des visites, risquant ainsi de lourdes amendes, l'emprisonnement et autres formes de harcèlement⁶⁵.

Pour répondre aux fréquentes fermetures d'écoles et aux couvre-feux qui ont perturbé l'enseignement, les comités populaires « ont organisé des classes alternées dans des maisons privées, des mosquées et des églises afin d'aider les enfants à poursuivre leur éducation »⁶⁶. Un étudiant du camp de réfugiés de Balata explique :

« Ils veulent nous rendre ignorants. Ils veulent nous réduire à être plus arriérés qu'ils ne le sont eux-mêmes. Ils savent que nous voulons savoir des choses sur le monde et particulièrement sur notre situation. Nous voulons formuler notre lutte et communiquer notre cause. »⁶⁷

Notes :

⁴⁸ Ghassan H. Andoni, « Nonviolent tax resistance in Beit Sahour » [Résistance non violente aux taxes à Beit Sahour], (Centre palestinien de rapprochement entre les peuples, août 1993), p.28 ; et mes interviews des personnages clés dans la révolte des taxes, y compris Fuad Kokaly, Elias Rishmawi, Ghassan Andoni, Jad Isaac et d'autres.

⁴⁹ Patrick White, *Children of Bethlehem: Witnessing the Intifada* [Les Enfants de Bethléem: témoin de l'Intifada], (Gracewing Publishing, Leominster, 1989), p.66.

⁵⁰ Archives du Centre palestinien de rapprochement entre les peuples, 1989.

⁵¹ Activités de masse de rapprochement, août 1993, Centre palestinien de rapprochement entre les peuples.

⁵² Ghassan Andoni, « A comparative study of Intifada 1987 and Intifada 2000 » [Etude comparative de l'Intifada de 1987 et de l'Intifada de 2000], dans Roane Carey (réédition), *The New Intifada : Resisting Israël's Apartheid* [La Nouvelle Intifada : résister à l'apartheid d'Israël], (Verso, Londres et New York, 2001), p. 209 ; Helena Cobban, *The Palestinian Liberation Organization : People, power and politics* [L'Organisation de libération de Palestine : les gens, le pouvoir et la politique], (Cambridge University Press, New York, 1984), 257.

⁵³ « Israeli bailiffs enlisted to crush Palestinian tax revolt : refusal to pay rates turns 'Christian triangle' into symbol of resistance » [Des huissiers israéliens engagés pour réprimer la révolte palestinienne des taxes : le refus de payer fait du 'triangle chrétien' un symbole de la résistance], *The Guardian*, 20 octobre 1989.

⁵⁴ « Envoys turned back on road to Beit Sahour » [Des envoyés refoulés alors qu'ils se rendaient à Beit Sahour], *The Globe and Mail*, 7 octobre 1989, p.A9 ; « Israeli troops bar Western envoys » [Les Militaires israéliens bloquent les envoyés occidentaux], *Los Angeles Times*, 6 octobre 1989, p.1.

⁵⁵ Les événements de cette journée ont été confirmés dans une interview de deux heures de Yaqoub al-Atrash, directeur d'école retraité, le 19 novembre 2008, ainsi que dans des interviews de Jad Isaac et Elias Rishmawi, en août 2009, et des références tel un compte rendu détaillé dans Izzat Daraghma, *Al-Thawra al-Bayda' Fi al-Masdira al-Mutamirrada Haql Alru'a* [La Révolution blanche dans la ville rebelle du champ des bergers], 1990.

⁵⁶ *Al-Sha'b et al-Quds*, 15 octobre 1989.

⁵⁷ « US vetoes UN resolution that Israel return property seized in tax revolt » [Les États-Unis opposent leur veto à la résolution enjoignant à Israël de restituer les propriétés saisies lors de la révolte des taxes], *The [Montreal] Gazette*, 8 novembre 1989, p.A14.

⁵⁸ Daraghma, *Op.cit.* – Voir note ⁵⁵

⁵⁹ Elias Rishmawi, discours prononcé lors de la Cinquième Conférence internationale sur les campagnes concernant la révolte des taxes de guerre et les taxes de paix – Hondariba, Espagne, 1994, www.cpti.ws/conf/94pg/fri_aft.html

⁶⁰ White, *Op.cit.*, pp.64-66.

⁶¹ Martha Diase, « Profiles of Israelis and Palestinians » [Portraits d'Israéliens et de Palestiniens], dans Elizabeth Warnock Fernea et Mary Evelyn Hocking (réédition), *Israelis & Palestinians : The struggle for peace* [Israéliens et Palestiniens : le combat pour la paix], (University of Texas Press, Austin, TX, 1992), pp.210-211.

⁶² George Martin et James Manney, «Tax strike for justice : Report from Beit Sahour : building autonomy» [La Grève des taxes pour la justice : rapport de Beit Sahour : la construction de l'autonomie], *Commonwealth*, 117 (2), janvier 1990, p.38.

⁶³ Anne Grace, « The tax resistance at Beit Sahour » [La Résistance aux taxes à Beit Sahour], *Journal of Palestine Studies*, 19(2), hiver 1990, pp.99-107.

⁶⁴ Said K. Aburish, *Cry Palestine : Inside the West Bank* [Pleure, Palestine : à l'intérieur de la Cisjordanie], (Westview Press, Boulder, CO et Oxford, 1993), p.100.

⁶⁵ Said K. Aburish, « A licence to visit Mr. Jesus » [Une autorisation pour rendre visite à M. Jésus], *The Forgotten Faithful : The Christians and the Holy Land* [Les Fidèles oubliés : les chrétiens et la Terre Sainte], (Quartet Books, Londres, 1993), p.31.

⁶⁶ Sami Khalil Mar'i (réédition), *Arab Education in Israel* [L'Enseignement arabe en Israël], (Syracuse University Press, New York, 1978), p.9.

⁶⁷ World Universal Service, JMCC, 1989, « Palestinians : education denied » [Les Palestiniens se voient refuser l'accès à l'enseignement], dans Sami Khalil Mar'i, *Op.cit.*, p.9.

Tiré de : Mazin QUMSIYEH. - Une histoire populaire de la résistance palestinienne : L'espoir et l'autonomisation ; préface de Michel WARSCHAWSKI ; traduit de l'anglais par Jean-Marie

FLÉMAL. - Ouvrage publié sous la direction d'Arno MANSOURI. - Éditions Demi-Lune : 26 Menez Kerveyen, 29710 Plogastel Saint-Germain – France. Tél. : 02 98 555 203 – www.editionsdemilune.com

Collection Résistances.

Texte : © Mazin Qumsiyeh, 2010, 2013

Tous droits réservés

Édition révisée et mise à jour parue en anglais chez Pluto Press (Londres & New York), en novembre 2010 sous le titre original :

Popular Resistance in Palestine. A History of Hope and Empowerment

et l'ISBN : 978-0-7453-3069-9

© Éditions Demi-Lune, 2013

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

ISBN : 978-2-917112-22-9

Dépôt légal : Mars 2013

avec l'autorisation de l'éditeur.

L'auteur :



Chercheur en génétique et professeur aux Universités de Bethléem et de Birzeit, après avoir enseigné aux États-Unis, le docteur **Mazin QUMSIYEH** est président du Centre palestinien pour le rapprochement entre les peuples. Prenant également une part active dans la résistance populaire, qu'il organise, il collabore avec de nombreux mouvements pacifistes de la société civile, et a publié plus de 1 000 articles dans des journaux, des livres et sur l'Internet.

Il est aussi l'auteur de *Sharing the Land of Canaan: Human Rights and the Israeli-Palestinian Struggle* (2004). .

Son blog (en anglais) : www..qumsiyeh.org

« Un livre édifiant et fort, qui révèle la souffrance humaine provoquée par la destruction du peuple palestinien [... dont] les méthodes de résistance, basées sur la non-violence active, méritent d'être mieux connues de la communauté internationale. »

Mairead MAGUIRE, prix Nobel de la Paix 1976